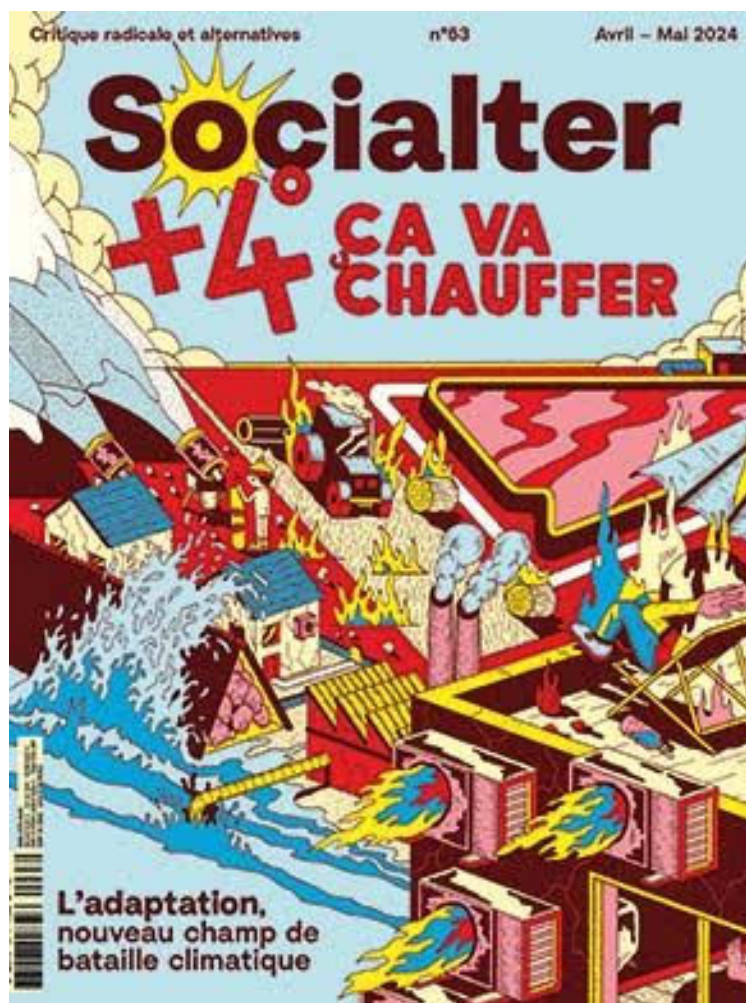


Chronique 180

**Socialter : une revue qui vous éclairera
sur tous les enjeux de l'écologie
(et on en a bien besoin)**



Vous le savez depuis le temps, LocoBio a à cœur et pour mission de relayer des informations importantes pour tout un chacun. A la fois en tant que personne car cela contribue à nous construire en tant que sujets acteurs de nos vies mais aussi comme citoyens en capacité de se forger une opinion valable et de participer ainsi aux débats de société... bien sûr aux **élections européennes du 9 juin prochain**. Et en matière

d'informations importantes, **je recommande la dernière livraison de la revue Socialter** (n°63, avril-mai 2024, environ 100 pages, disponible en kiosque pour seulement 7,50 euros ou via leur site à cette adresse : <https://www.socialter.fr/kiosque>). Je me penche à nouveau volontiers sur cette revue car je dois dire qu'elle s'améliore dans le sens où elle ne cesse pas, car il est nécessaire de changer de paradigme, de suivre sa ligne radicale et riche d'alternatives mais la qualité de même que la variété des articles augmente. Faut-il rappeler que **la pluralité de la presse fait partie d'une forme de biodiversité tout aussi indispensable que la diversité biologique** ? Tous les pays ne disposent pas de cette chance qui est en fait une lutte quotidienne pour maintenir (certes péniblement vu le regain populiste ici et là) nos régimes démocratiques. Et donc disposer d'un tel medium d'information alternatif, de qualité, n'a rien d'évident, nécessite prise de conscience et soutien ne serait-ce que par un abonnement individuel ou collectif (entreprise, médiathèque, cdi, pensez-y) qui fera au surplus considérablement baisser le prix au numéro (voir : <https://www.socialter.fr/categorie/abonnement-socialter>).

Impossible de se faire l'écho de tout le contenu de la revue, donc voici un focus sur les articles qui ont pour diverses raisons retenu le plus mon attention et je suis certaine que vous trouverez votre bonheur en parcourant des pages par ailleurs abondamment documentées, joliment illustrées :

- **Le dossier sur l'adaptation** (une quarantaine de pages!), notion qui a déjà fait l'objet de chroniques sur le présent site car elle mérite non seulement réflexion mais, comme le rappelle à juste titre l'équipe de Socialter, politisation c'est-à-dire débat public, décisions prises de manière démocratique. Pour rappel, elle désigne **le fait de chercher les solutions pour encaisser les conséquences du réchauffement climatique, donc l'accepter. Rien à voir avec l'atténuation qui, elle, s'attaque aux causes et non pas seulement aux effets**. Dans un cas, on prolonge coûte que coûte le système néolibéral prédateur qui a occasionné ce réchauffement et on sait tous qu'aucune réforme sérieuse de ce système n'est possible, aucun « verdissement » ne tient la route : le développement tel qu'envisagé jusqu'ici ne sera jamais durable. Dans l'autre cas, il y a remise en cause de cette organisation par ailleurs injuste et illégitime car séculairement imposée par une minorité politico-économique à la majorité sur la planète entière. Pour s'initier à ces réalités ou les approfondir, vous pouvez utilement vous reporter par exemple aux contributions « Maladaptation. Le mirage du techno-solutionnisme » (p.22) qui passe en revue **mégabassines, désalinisation, digues, climatisation et canons à neige**, ou encore « Adaptation néolibérale. S'adapter pour que rien ne change? » (p.38) qui pose LA question : celle de la rigueur qui détricote l'Etat-Providence véritablement protecteur de tous, avancée sociale unique dans l'histoire de l'Humanité, cela au nom du néolibéralisme qui soutient par ailleurs sans concertation avec beaucoup d'argent public des mesures d'adaptation et non d'atténuation. Donc, en clair, plutôt que de s'alarmer d'un risque de "fascisme vert", il vaudrait mieux se mobiliser contre ce qui EST : **« la mise en place d'une gouvernamentalité capitaliste autoritaire ayant pour justification la nécessité de telles stratégies d'adaptation »** (p.39).

Toujours dans ce dossier, j'ai trouvé particulièrement intéressantes les enquêtes « Suer à la tâche. Bosser par 40 degrés » (p.34) et « Littoraux menacés. Reculer pour mieux sauver » (p.44). Où on a la confirmation que rien, mais alors rien n'a été prévu pour anticiper la catastrophe déjà présente (inutile de revenir sur le fait que désormais le dérèglement climatique n'épargne à peu près plus personne vu les épisodes de sécheresse, de canicule ou les inondations et tornades même dans l'Hexagone). Ainsi, il n'y a **pas de température limite dans le Code du travail** et cela impacte en particulier les métiers de secours du type pompiers ou sécurité civile. C'est légèrement gênant si on les envisage pour ce qu'ils sont, à savoir des piliers de la société. Idem pour les métiers de la construction par exemple. On passe aussi sur **le manque de données concernant les accidents liés à des coups de chaleur** car, bien sûr, cela n'intéresse pas d'avoir une vue globale sur le phénomène pour **promouvoir des solutions**. Elles existent pourtant, comme en Espagne où après le drame de la mort d'un balayeur de rue par plus de 40 degrés, un décret a été pris pour interdire le travail extérieur en cas d'alerte orange ou rouge liées à une chaleur excessive pour le corps humain. **Concernant la délocalisation du bâti suite à la montée du niveau des mers, on s'aperçoit par ailleurs que la relocalisation pose d'autres problèmes**. En effet, déplacer un camping peut se faire au détriment de tout un écosystème et peut avoir un impact écologique mauvais. D'où la question : « **Est-il possible de relocaliser sans artificialiser ?** » (p.46), sachant qu'on est réputé par voie légale **contrôler l'artificialisation en question**. Concrètement, est-ce une solution de transformer des terres agricoles ou des zones humides en surfaces habitables une fois de plus par l'espèce dominante, à la natalité galopante car incontrôlée, l'espèce humaine ? Pas si sûr et on a beau voir des maires faire comme le Conservatoire du littoral ce qu'ils peuvent pour gérer une fois n'est pas coutume un problème collectif, **le problème de fond reste le même : l'habitabilité de la Terre, c'est-à-dire le juste partage de l'espace entre tous les règnes et les espèces**, autant dire une révolution avant tout culturelle invitant à décoloniser nos esprits du mirage capitaliste.

- En parlant d'autres espèces, l'article « Beau à crever. La mignonnerie à tout prix » (p.67) montre combien **les animaux de compagnie, à commencer par les chiens, sont victimes du système (et en serait tenté de dire de la connerie) ambiant**. Tandis que la sélection a, depuis la domestication, eu pour critère le bon sens lié à l'utilité de ce compagnon ancestral de l'Homme, voici que l'apparence sur les réseaux sociaux et le plaisir donné au propriétaire face à un être « mignon » prévalent désormais. Cela sachant que la notion de « mignon » est très relative car j'ai personnellement beaucoup de respect, d'intérêt et d'amour pour les autres animaux, mais il faudra quand même m'expliquer en quoi un chiwawa et un truc (rendu tel) au nez ultra-écrasé peuvent être qualifiés ainsi. C'est la mode qui fait des ravages dans ce domaine aussi et cela au détriment de la santé même des animaux car certains ont tellement été sélectionnés qu'ils ont un crâne trop petit ou idem pour les voies respiratoires. D'où des problèmes de vue, des ronflements ou essoufflements, des vies

pénibles et des morts prématurées. On est loin des chiens de garde des troupeaux et, franchement, à chaque fois que je suis face à un chiwawa, je me demande comment on a pu en arriver là. Bien sûr, tout n'est pas perdu pour tout le monde, à commencer par les éleveurs, les concours canins, les influenceurs qui en plus de montrer leur cul montrent celui de leur pékinois et... les vétérinaires qui font leur beurre de créatures nées vulnérables. Là encore, des solutions existent, il suffit de vouloir changer les choses.

- Page 80, rendez-vous avec Yvon Letrange, « défenseur des ciels étoilés ». Long article entre poétique et politique où il est question de **cette autre ressource devenue rare à cause de la pollution lumineuse principalement des villes: la nuit**, mais oui tout simplement la nuit ! Faut-il rappeler que notre espèce est la première à devoir se reposer correctement et que dormir dans un environnement sans lumière H24 est un besoin physiologique ? Faut-il encore rappeler les chiffres catastrophiques, sous nos latitudes dites « développées », en matière de sommeil, nombre d'heures en baisse, qualité aussi en baisse et effets non pas juste sur un bien-être ressenti qui serait marginalisable mais bien sur la santé ? **Faut-il insister sur le lien entre la nuit et la santé publique ?** Naturellement, ce combat concerne aussi les autres espèces que, oui, nous importunons et on se demande encore pourquoi, combien de temps. En parlant de combat, ce photographe amateur et président d'une revue associative se bat pour que le Parc naturel régional du Morvan reçoive la label RICE (Réserve Internationale de Ciel Étoilé) délivré par une organisation à but non-lucratif basée aux Etats-Unis. Est-ce une véritable solution ? D'un côté oui car cela crée une sorte de sanctuaire. Mais on peut aussi se demander **ce que cela signifie d'accepter de sanctuariser ainsi des ressources essentielles**, drôle de protection en peau de chagrin qui peut au final ne rien régler du problème de fond de l'étalement humain. Un point positif demeure malgré tout que de telles initiatives contribuent à **une sensibilisation plus globale sur nos manières d'habiter et peuvent faire bouger les lignes**. Ainsi : « *C'est un aboutissement de voir ce processus de labellisation porté par des habitants et plus uniquement par des scientifiques comme ce fut le cas du tout premier lieu labellisé en 2007, le Mont-Mégantic au Québec. Il y a quinze ans, la problématique de la pollution lumineuse était encore perçue comme une lutte sectorielle anecdotique visant à préserver le pré carré des astronomes. Sous l'effet des enjeux écologiques, sanitaires et d'économie d'énergie, les pouvoirs publics s'en sont saisis plus rapidement* » (p.83). On ne peut que se réjouir de cette tendance car le moins que l'on puisse dire est qu'il y a urgence.

- Bon, j'aurais voulu terminer sur une note réelle d'optimisme mais je suis bien obligée de parler de l'entretien accordé p.76 par Michel Forst, rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs de l'environnement. Il vient de publier un rapport sur **la criminalisation des actions écologistes**. « *Son constat est sans nuance : la répression s'abat partout, au mépris du droit et des libertés* », donc non seulement **au détriment de l'écologie mais aussi de la démocratie**. Il rappelle le rôle essentiel de certains « responsables » politiques qui, tel l'actuel Ministre de l'Intérieur français, clivent par leurs **propos abusifs** ce qui ne

devrait pas l'être au lieu de réunir la population face à l'urgence. De fait, la criminalisation passe d'abord par des discours -trop relayés par les médias mainstream- qualifiant à l'emporte-pièce des actions ou des mouvements d' « éco-terroristes », ce qui n'a d'ailleurs pas convaincu jusqu'au Conseil d'Etat dans l'affaire des Soulèvements de la terre. Elle passe ensuite par un **arsenal juridique liberticide qui va à l'encontre de l'obligation de protection de la désobéissance civile à laquelle nombre d'Etats se sont engagés via des traités internationaux**. Cela est méconnu mais « *les Nations unies ont une interprétation assez claire de la désobéissance civile, selon quatre critères cumulatifs : une volonté délibérée de transgresser la loi et donc d'affronter les tribunaux, avec une dimension symbolique (on bloque une route parce qu'on considère les autoroutes comme écocidaires) ; on fait cela de manière non-violente ; on fait cela dans l'espace public ; on proteste contre une loi jugée injuste ou des politiques publiques jugées inefficaces* » (p.77). Dès lors que ces critères sont respectés, il est alors possible de demander la protection de l'ONU notamment car tout est affaire de proportionnalité : on ne peut pas taxer d' « éco-terroriste » juste le fait de démonter la vanne d'une mégabassine pour l'apporter à la Préfecture et, sur ce fondement, en fait faire œuvre de répression politique face à tout un mouvement ; lequel a le mérite de poser des questions légitimes et de proposer des solutions autres que liées à la seule sauvegarde d'une agriculture se sachant sans avenir avec la complicité de l'Etat et de forces de l'ordre payées par l'impôt, donc les citoyens.

On le constate donc, pas facile ni recommandé de trop « débrancher » tant il ne faut rien rater au vol et, en ces temps de mutations profondes, s'en remettre au hasard à cause de trop d'indifférence ou de découragement. Mieux vaut **compléter la lecture de magazines d'actualité par de la belle fiction** comme Hors d'atteinte de Marcia Burnier (éditions Cambourakis, Paris, 2023, 150 pages). Car oui nous avons besoin de réconfort et les mots agencés en histoires nous confèrent de leur puissance tout comme retourner vivre à la montagne en a doté l'héroïne : « *Au fil des semaines, le mouvement lui est devenu plus naturel, elle s'est même mise à courir au milieu des champs pour sentir son cœur s'accélérer, faisant la course avec Tonnerre pour finir essoufflée et transpirante. Elle aime l'idée que ses muscles soient gorgés de sang, qu'aucune partie d'elle-même n'ait péri dans l'histoire, que tout palpite, que tout vive encore férocement. Le matin, quand elle se réveille et qu'elle sent ses courbatures, elle exulte. Dans la journée, elle bouge les épaules pour sentir cette douleur particulière, la douleur de l'effort. Son corps se déroule. La ville l'avait enroulée sur elle-même, l'avait fait se voûter, se rapetisser, jusqu'à devenir l'ombre d'elle-même. Ici elle a l'impression de retrouver sa taille initiale* » (p.36).

Citoyennement vôtre,

©Yolaine de LocoBio,

Mai 2024